

Vers la dépolitisation de l'audiovisuel public

ESPAGNE Le Parlement approuve une nouvelle direction à la RTVE

- C'est le dénouement de plusieurs années de crise.
- Et un premier succès politique pour le Premier ministre Pedro Sánchez.

BARCELONE

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Enfin ! Après tous ces mois de blocus politique et ces années de censure, nous changeons de direction et pouvons avoir espoir », soupire Nacho Marimon, président du Syndicat des journalistes de la radio publique espagnole (RNE). Le Congrès des députés de Madrid a approuvé ce mercredi – in extremis et au deuxième tour avec 177 voix – la nomination d'une nouvelle direction provisoire de la radio-télévision publique espagnole (RTVE) pour laquelle une majorité absolue provenant d'au moins quatre groupes parlementaires était requise.

Pour le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez, en minorité au Parlement, il s'agit là d'une première victoire politique issue d'une négociation avec la plupart des groupes parlementaires. Finalement, l'alliance des mêmes partis ayant permis la motion de censure contre l'ancien chef du gouvernement Mariano Rajoy – PSOE, Podemos, les nationalistes basques PNV et les indépendantistes catalans – a permis la sortie de crise dans laquelle RTVE était plongée depuis plusieurs mois.

Au premier tour cependant, la liste des potentiels dirigeants de RTVE proposée par le Parti socialiste et Podemos n'avait pas obtenu le vote des indépendantistes catalans, pourtant indispensables. Les sécessionnistes conditionnaient leur

accord à ce que le chef du gouvernement accepte de discuter de « tout et sans condition » avec le président catalan Quim Torra lors de leur réunion à la Moncloa lundi prochain. Autorisés à « exposer ce [qu'ils] considéraient pertinent », les indépendantistes ont annoncé leur approbation peu avant le vote ce mercredi.

Six ans de politisation

Les travailleurs de l'audiovisuel public fixent le début de la crise à 2012. À l'époque, la droite du Partido Popular (PP) change la loi qui exigeait un consensus politique pour nommer la direction du groupe. Le nouveau texte leur permettait de nommer directement la direction sans accord préalable avec l'opposition.

« Cette loi a été catastrophique pour nous. Jusqu'alors, le consensus obligatoire garantissait une certaine indépendance éditoriale et une plus grande liberté pour les journalistes... Depuis six ans maintenant, nous dénonçons régulièrement des cas de manipulations ou censures au sein de notre rédaction », dénonce Lara Prieto, vice-présidente du Syndicat des journalistes de la télévision publique TVE.

Depuis 2013, les syndicats de la TVE ont dénoncé plus de 600 cas de manipulation ou censure au sein de leur rédaction, dont 200 uniquement en 2017.

Conséquence : la crédibilité de l'audiovisuel public espagnol n'a cessé de chuter.

Selon le CIS, institut de sondage public, les Espagnols sont désormais moins de 20 % à choisir le service public pour s'informer. Il y a cinq ans, ils étaient le double.

Mais la perte de la majorité absolue du PP au Congrès des députés lors des dernières élections de 2016, ajoutée à la pression des syndicats des journalistes de RTVE, a forcé les partis de

l'opposition à voter, en septembre dernier, le retour à la loi antérieure et à l'instauration d'un concours public, en accord avec tous les partis politiques, pour désigner une nouvelle direction. Néanmoins, le parti de droite conservateur est majoritaire au Sénat et bloquait depuis neuf mois ce nouvel accord.

Vêtus de noir

Le mois dernier, lorsque le socialiste Sánchez arrive au pouvoir, les travailleurs de RTVE sont en grève symbolique depuis plusieurs semaines. Tous les vendredis depuis fin avril, leurs journalistes s'ha-

billent en noir pour protester contre le blocus du PP. L'image des JT en deuil fait sensation. Début mai, ils avaient également lancé sur les réseaux sociaux le mot étiquette #AsiSeManipula (« c'est ainsi qu'on manipule », en français) pour dénoncer nommément les dérives de leur direction.

Dans ce contexte, Pedro Sánchez n'avait pas vraiment d'autre option que de passer un décret pour contrer le blocus du PP et voter une nouvelle direction transitoire en attendant la mise en place du concours public. Pour Prieto comme pour Marimon, ce décret n'est pas une solution mais plutôt le début d'une nouvelle étape. « Nous sommes partagés entre la joie de nous défaire de l'ancienne direction dont nous réclamions le départ et la méfiance », résume la journaliste.

Le nouveau directeur du groupe RTVE est Tomás Fernando Flores, actuel directeur d'une des radios du groupe, Radio 3. « Il aura ses détracteurs mais je pense qu'il faut lui donner notre vote de confiance », nuance Marimon. Pour lui, le plus important est que l'audiovisuel public retrouve rapidement son indépendance grâce au concours public : « Nous continuons à espérer un consensus de toutes les forces politiques pour qu'ils comprennent que RTVE n'est pas un cadeau pour ceux qui gagnent les élections, mais un service pour tous les Espagnols. » ■

ELISE GAZENGL